

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 09 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GSM

LD LE CHATELET
72170 SEGRIE

Références : 2024-208-INSP-RAP-NG-GSM-CHATELET-SEGRIE
Code AIOT : 0006300692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement GSM implanté LD LE CHATELET 72170 SEGRIE. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- LD LE CHATELET 72170 SEGRIE
- Code AIOT : 0006300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la Carrière de Châtelet à Ségrie est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-4127 du 17 août 2007 complété de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2018-0447 du 15 octobre 2018 ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2019-0134 du 24 juin 2019 autorisant le changement d'exploitant. La production maximum autorisée est de 400 000 tonnes/an avec une production moyenne de 300 000 t/an.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suite visite 04/04/2023 - Suivi qualitatif des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
7	Soumission à l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite visite du 04/04/2023 - Traitement des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3	Susceptible de suites	Sans objet
2	Suite visite du 04/04/2023 - conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Suite visite 04/04/2023 - Gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Suite visite 04/04/2023 - Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.6	Susceptible de suites	Sans objet
6	Suite visite du 04/04/2024 - Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 20.1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée le 13 juin 2024 porte sur les suites données à l'inspection conduite en 2023 et à la résorption des non-conformités constatées. L'exploitant a répondu par courrier rapidement. La visite de terrain du 13 juin dernier a permis de constater un retour à la conformité pour l'ensemble des points soulevés en 2023. Cependant l'exploitant doit veiller aux référentiels utilisés pour ces contrôles d'auto-surveillance eau ainsi qu'au débit des eaux rejetées au milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite visite du 04/04/2023 - Traitement des eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet• date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : <p>Les eaux de ruissellement de la carrière et les eaux de traitement des matériaux sont collectées et dirigées par l'intermédiaire de fossés vers les bassins de décantation. Ces eaux sont recyclées pour être utilisées dans les installations industrielles de la carrière. Les seules eaux restituées au milieu extérieur sont celles issues du bassin de décantation B5. Le circuit de collecte est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.</p>
Constats : <p><u>Retour visite du 4 avril 2023</u> Suite à signalement de l'OFB relatif à un constat de pollution dans le ruisseau du souci à proximité de la carrière de Chatelet à Ségrie (72), la visite conduite sur site en 2023 avait permis de constater que le bassin de décantation n°5 n'avait jamais été curé (c'est de ce bassin que sont rejetées les eaux au milieu naturel). Les eaux d'exhaures pompées transitent au préalable par le bassin n°2. Un doute sur le dimensionnement du bassin n°5 avait conduit l'inspection à demander à l'exploitant de justifier le dimensionnement des bassins de décantations. L'exploitant a répondu par courrier 26 juin 2023 que les mesures bathymétriques ont été réalisées le 13 avril 2023. Le volume disponible est de capacité suffisante pour récupérer les débits pompés dans les bassins de fond de fouille. Il indique également avoir commandé un barrage à jupe afin de filtrer les MES lors des curages hivernaux des fossés.</p> <p><u>Constat lors de visite du 13 juin 2024</u> Le barrage à jupe est installé au niveau du bassin n°5. L'exploitant précise qu'il a été installé en juillet 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite visite du 04/04/2023 - conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet• date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée :

<p>L'émissaire de rejet des eaux est équipé d'une vanne manuelle, d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement d'échantillons implantés de manière représentative vis-à-vis de l'écoulement et aisément accessibles. Les coordonnées du point de rejet sont : x = 426,22 km, y = 2359,58 km. Le volume des rejets aqueux est mesuré en continu par un dispositif enregistreur totalisateur</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 04/04/2023</u></p> <p>Lors de la visite de 2023, il avait été constaté un dysfonctionnement du dispositif de mesure de débit des rejets aqueux au niveau du bassin de décantation n°5. Il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement en permanence du dispositif de mesure de débit des eaux rejetées au milieu naturel.</p> <p>Par courrier du 26 juin 2023, l'exploitant a précisé que le dispositif a été renvoyé chez le constructeur pour réparation (bon de retour matériel daté du 12/06/2023 joint au courrier de l'exploitant).</p> <p>Lors de la visite de 13 juin 2024, l'exploitant indique qu'un compteur neuf a été installé fin 2023. Sur site, le bon état de fonctionnement de celui-ci a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suite visite 04/04/2023 - Suivi qualitatif des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <p>Débit inférieur à 60 m³/h PH compris entre 5,5 et 8,5 Température inférieure à 30 °C Matières en suspension totales (MEST) inférieures à 30 mg/l Norme NF EN 872 Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l Norme NFT 90 101 Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l Norme NFT 90 114 Ces valeurs doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour visite 04/04/2023</u></p> <p>Les résultats de surveillance des rejets aqueux présentés lors de l'inspection de 2023 indiquait les valeurs seuils suivantes en ce qui concerne les paramètres suivants :</p> <p>MES <60 mg/l, DCO < à 250 mg/l, indice hydrocarbures < 20 mg/l.</p>

Il a été rappelé à l'exploitant que les valeurs de référence à prendre en compte sont celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 août 2007 ainsi que de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

L'inspection avait souligné que les résultats du prélèvement du 25 novembre 2022 montraient un dépassement du seuil en ce qui concerne le paramètre MES avec un résultat noté à 59 mg/l au niveau du point de contrôle appelé bassin des eaux de ruissellement.

L'exploitant a répondu par courrier du 26 juin 2023 que les prélèvements sont réalisés en instantané. Il indique que la valeur seuil de référence utilisée correspond au double des valeurs seuils de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 août 2007 ainsi que l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 en s'appuyant sur la prescription *"En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites"*.

L'exploitant a aussi précisé que la moyenne des valeurs des MES relevées depuis juillet 2010 est de 12.23mg/l.

Lors de la visite du 13 juin 2024, l'inspection a précisé à l'exploitant que la prescription mentionnant *"qu'aucun prélèvement en instantané ne doit dépasser le double des valeurs limites"* n'autorise pas, pour autant, à dépasser les valeurs mentionnées à l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ni celles de l'article 23.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation . Les prélèvements effectués doivent être représentatifs par rapport au débit sur 24 heures. Les prélèvements instantanés sont ainsi admis dès lors qu'ils peuvent être rapportés au débit sur 24 h. Les résultats du prélèvement du 23 décembre 2023 ne montrent pas de dépassement des valeurs limites. En revanche la référence utilisée est toujours le double des valeurs limites autorisées.

En outre, relativement au point de contrôle n°2, le compteur installé en sortie de bassin n°5 a été testé. Le débit relevé est de 67,77 m³/h.

L'exploitant a aussi précisé que la moyenne des valeurs des MES relevées depuis juillet 2010 est de 12.23mg/l.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Demander au bureau d'étude réalisant les prélèvements d'utiliser comme références les valeurs limites mentionnées à l'article 8.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ainsi que celle de l'article 23.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 août 2007.
- Tout dépassement de ces valeurs doit être considéré comme une non-conformité.
- Veiller au respect du débit des eaux rejetées au milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suite visite 04/04/2023 - Gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Curage des bassin

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux en sortie du bassin B5 font l'objet d'un contrôle au moins 2 fois par an. Ce bassin est curé périodiquement les boues extraites sont évacuées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 04/04/2023</u> L'exploitant avait indiqué que le bassin n°5 n'avait jamais été curé. Il avait été demandé à l'exploitant de réaliser l'entretien du bassin n°5. Par courrier du 26 juin 2023, l'exploitant précise avoir réalisé les mesure bathymétriques sur le bassin n°5 pour évaluer le niveau d'envasement. 20 à 30 cm de vase ont été mesurés permettant de considérer que le curage n'est techniquement pas faisable et que le volume disponible du bassin est suffisant (cf point de contrôle n°1).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Surveiller régulièrement le volume disponible du bassin n°5 et procéder, le cas échéant, au curage de celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Suite visite 04/04/2023 - Suivi des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi de la hauteur piézométrique des puits et piézomètres recensés existants autour du site sera réalisé par l'exploitant 2 fois par an, en périodes de basses et hautes eaux. En cas de baisse de niveau anormale constatée, le résultat de ce suivi est transmis sans délai par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagné de ses commentaires et propositions de mesures compensatoires.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 04/04/2023</u> Lors de l'inspection conduite en 2023, l'exploitant avait indiqué que le piézomètre n°4 est en cours de remplacement. Il était à sec depuis 2020. Il avait été rappelé à l'exploitant qu'il y a lieu d'informer l'inspection ainsi que les services de l'Etat en charge de la police de l'eau (DDT) quant aux procédures suivies dans le cadre de ces travaux. Par courrier du 26 juin 2023, l'exploitant a joint la réponse de la DDT 72 relativement au remplacement du piézomètre donnant récépissé pour son remplacement.</p> <p>En séance l'inspection prend note de ces informations.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite visite du 04/04/2024 - Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 20.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des accès

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. La carrière sera ouverte de 7h à 19h.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Le présent alinéa est applicable pour la zone occupée par les bassins de décantation et eaux claire.

Constats :

Retour sur la visite du 04/04/2023

Dans la partie Est de la zone dédiée aux bassins de décantation, il avait été constaté que la clôture en place pour séparer la zone des bassins d'un champ de culture n'empêchait pas complètement l'accès aux bassins. Il avait été demandé à l'exploitant de sécuriser totalement la zone des bassins avec grillage plus efficace.

Lors de la visite du 13 juin 2024, la mise en place du grillage tout le long du champ de culture voisin est constatée.

Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Soumission à l'arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse -Estimation des volumes

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation selon les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé et de l'eau issue des matières premières ;

Constats :

Un compteur est installé au niveau de la pompe de relevage des eaux d'exhaure.
En 2023, le volume total rejeté est totalisé à 659 661 m³.
En 2022, il est de 381 068 m³.
L'exploitant n'a pas connaissance du volume net des eaux prélevé (part eaux souterraines + eaux réutilisées).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Déterminer le volume net prélevé afin de savoir si la carrière est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois